



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

sidérurgie

Question au Gouvernement n° 4010

Texte de la question

POLITIQUE INDUSTRIELLE

M. le président. La parole est à Mme Aurélie Filippetti, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Mme Aurélie Filippetti. Monsieur le ministre chargé de l'industrie, non, nous ne sommes pas venus, Michel Liebgott et moi-même, vous écouter lorsque vous êtes venus en Moselle. D'ailleurs, vous n'êtes pas venu à Gandrange, vous êtes allé à Yutz. Sans doute aviez-vous peur d'écouter ce que les salariés d'ArcelorMittal avaient à vous dire. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Nous ne sommes pas venus vous écouter...

M. Alain Gest. Parce que vous êtes sectaires !

Mme Aurélie Filippetti. ...parce que nous connaissons vos arguments.

M. Dominique Dord. Ce n'est pas une attitude très républicaine !

Mme Aurélie Filippetti. Ce sont les mêmes que ceux de M. Mittal. Enfin, nous ne sommes pas venus vous écouter parce que nous n'avons plus confiance dans la parole du Gouvernement.

Comment pourrait-il en être autrement ? Nicolas Sarkozy a commencé son mandat de Président de la République en allant à Gandrange en février 2008, en voyage de noces. *(Exclamations sur de nombreux bancs du groupe UMP.)*

M. Bernard Deflesselles. Nul !

M. Michel Herbillon. Vos propos vous disqualifient, madame Filippetti !

Mme Aurélie Filippetti. Il avait alors promis qu'avec ou sans Mittal l'État investirait pour sauver l'aciérie de Gandrange.

Quatre ans plus tard, en février 2012, le voilà non pas en Moselle - il aurait du mal, aujourd'hui, à y venir -, mais, de nouveau, avec ses promesses,...

M. Bernard Deflesselles. Minable !

Mme Aurélie Filippetti. ...nous assurant que l'État investira, s'il le faut, pour sauver les hauts-fourneaux de Florange. Trop de vaines paroles, trop de vaines promesses. Les salariés d'ArcelorMittal en ont assez. Et ils savent qui est, aujourd'hui, de leur côté.

Vous évoquez le budget de maintenance alors que c'est nous, par notre mobilisation avec les salariés, qui avons obtenu qu'il soit inscrit, en octobre 2011, dans le budget d'ArcelorMittal. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* Vous rappelez que le projet ULCOS est le seul qui ait été soumis à Bruxelles au président de la Commission européenne. Or c'est grâce à François Hollande *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Huées sur les bancs du groupe UMP)*, qui l'a rencontré le 30 novembre dernier, comme il s'y était engagé dès le 8 octobre devant les salariés d'ArcelorMittal auxquels il a rendu visite à quatre reprises en un an pendant que vous restiez enfermés dans vos bureaux à Bercy. Et c'est uniquement parce que François Hollande a fait cela que vous vous êtes cru obligé, monsieur le ministre, de le suivre à Bruxelles. *(Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* En tout cas, jamais le président Sarkozy n'a fait de même ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR. - Huées sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. Voulez-vous bien, mes chers collègues, écouter la réponse de M. le ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique ?

M. Éric Besson, *ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique*. Vous demandez, monsieur le président, qu'on écoute la réponse, mais je n'ai pas compris quelle était la question. (*Exclamations et rires sur les bancs du groupe UMP.*) Je pense qu'il s'agissait d'une variation libre, d'une dissertation dans laquelle je vais donc piocher.

Il est assez plaisant, alors que Xavier Bertrand, François Baroin et moi-même maintenons un dialogue permanent avec ArcelorMittal, d'apprendre que c'est vous qui avez obtenu que la maintenance fasse l'objet d'un investissement. Honnêtement, cela nous avait échappé, mais nous reviendrons sur ce point. (*Mêmes mouvements.*)

Ensuite, madame Filippetti, je suis allé, le 8 novembre dernier, rencontrer les trois commissaires européens chargés d'examiner le projet ULCOS. Or la France, l'été dernier, à la demande du Premier ministre, a affirmé que ce projet faisait partie de ses toutes premières priorités. Vérifiez bien votre agenda, madame la députée, et vous verrez que François Hollande est allé à Bruxelles après. Cela a d'ailleurs été jugé très incongru : tous les commissaires se sont demandés à quel titre il agissait ainsi, à quel titre il pouvait plaider pour un dossier que le Gouvernement n'a cessé de défendre. (*" Très bien ! et rires sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Nous reviendrons ce soir sur votre proposition de loi ubuesque. Mais je voudrais vous demander, madame, si vous savez qu'ArcelorMittal se préoccupe du prix de l'électricité : toutes les industries électro-intensives sont très inquiètes de l'augmentation du prix de l'électricité qui pourrait résulter de l'application des accords grotesques que vous avez signés avec les Verts et qui conduiraient à l'arrêt de 24 réacteurs en treize ans. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Pour avoir une politique industrielle, nous avons besoin d'électricité, madame Filippetti !

Puisque vous n'avez pas voulu me rencontrer quand je suis allé sur place, sachez néanmoins que les salariés et les syndicats de Gandrange, eux, sont venus et que je leur ai démontré, ce qu'ils n'ont pas contesté, que tout ce qui était possible avait été réalisé. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Aurélie Filippetti](#)

Circonscription : Moselle (8^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4010

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Industrie, énergie et économie numérique

Ministère attributaire : Industrie, énergie et économie numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 29 février 2012